



Association suisse pour un développement solidaire

DÉCLARATION DE BERNE

Rue de Genève 52, C.P. 212
CH-1000 Lausanne 9
Tél. +41 (0)21 620 03 06
Fax +41 (0)21 620 03 00
E-mail: reinhard@ladb.ch
Web: <http://www.ladb.ch>
CCP 10-10813-5

Lausanne, le 25 avril 2003

Dr. Daniel Vasella
Novartis International AG
Schwarzwaldallee, 215
Postfach
CH-4002 Basel

Demandes de la campagne "Se soigner®: un droit pour tous, aussi dans les pays pauvres."

Monsieur Vasella,

Je vous écris au nom de la quarantaine d'organisations suisses* qui soutiennent notre campagne "Se soigner®: un droit pour tous, aussi dans les pays pauvres". Notre campagne est adressée tant au Conseil fédéral auquel nous demandons de s'engager davantage pour la réalisation du droit à la santé dans les pays en développement, qu' à l'industrie pharmaceutique suisse, dont Novartis.

Je voudrais vous faire part de notre préoccupation devant l'attitude de Novartis face à la crise de la santé publique dans les pays en développement. Notre préoccupation aujourd'hui concerne votre position en matière de protection des brevets dans les pays en développement et vos activités de lobby.

Novartis fait partie des géants de l'industrie pharmaceutique mondiale. Novartis est un membre influent de plusieurs associations professionnelles au niveau suisse, européen, américain et international qui mènent un lobby actif auprès des gouvernements des pays industrialisés et des organisations internationales. Vous-même, M. Vasella, êtes un des deux vice-présidents de la Fédération Internationale de l'Industrie du Médicament (IFPMA - International Federation of Pharmaceutical Manufacturers Associations).

Je peux comprendre que Novartis protège ses brevets sur ses médicaments dans les pays industrialisés où se situe l'essentiel de son marché afin de financer la recherche et le développement de nouveaux médicaments. Par contre je ne comprends pas pourquoi Novartis a œuvré et œuvre encore pour étendre des niveaux élevés de protection de la propriété intellectuelle dans les pays développement c'est-à-dire dans des pays dont l'énorme partie de la population n'a pas les moyens financiers de se procurer des médicaments chers. Cette recherche d'une protection maximale des brevets dans les pays en développement est problématique car vous retardez fortement la concurrence des producteurs génériques dont l'expérience récente nous montre encore que c'est le moyen le plus efficace pour obtenir des médicaments très bon marché dont ont besoin les malades des pays pauvres. Le blocage des négociations en cours à l'Organisation Mondiale du Commerce est particulièrement choquant, où l'on voit les pays industrialisés, à la demande de leur industrie pharmaceutique, revenir sur leurs engagements pris à Doha dans la Déclaration sur l'Accord sur les Aspects de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC; anglais TRIPS) et la santé publique.

Novartis ne peut pas d'un côté prétendre s'engager pour améliorer l'accès aux soins et aux médicaments dans les pays en développement par diverses actions, et d'un autre côté travailler pour une protection maximale des brevets dans les pays en développement.

C'est pourquoi nous vous demandons de reconnaître que la protection de la santé publique doit avoir la priorité sur la protection des brevets, et que les pays en développement doivent pouvoir adapter leur niveau de propriété intellectuelle à leur niveau de développement. Nous vous demandons en conséquence de vous abstenir de faire du lobby direct ou indirect en sens contraire.

En espérant que vous donnerez suite à ce courrier, je vous prie de recevoir, Monsieur Vasella, nos respectueuses salutations.

Julien Reinhard
Déclaration de Berne

* Organisations soutenant la campagne: Déclaration de Berne, Aids-Hilfe Bern, Fachstelle Aids-Hilfe Zug, Fachstelle für Aidsfragen Schwyz, Groupe Sida Genève, Groupe Sida Jura, Groupe Sida Neuchâtel, Point fixe, Sid'action, Zürcher Aids-Hilfe, Action de Carême, Association Kalpa Genève, Association suisse des amis du Monde diplomatique, ASK - Arbeitsgruppe Schweiz-Kolumbien, Attac Suisse, Centre écologique Albert Schweitzer, Cetim, CODAP, Commission Africaine des promoteurs de la santé, Communauté de travail des oeuvres suisses d'entraide, DM-échange et mission, EcoSolidar, Fédération Genevoise de Coopération, Fédération Romande des Consommateurs, Fédération Vaudoise de Coopération, GFS-Kommission St. Gallen/Appenzell, Incomindios, Innovation Réseaux Développement, Jardins de Cocagne Solidarité Nord-Sud, Jec Suisse, Les Verts parti écologiste genevois, Liechtensteinische Gesellschaft für Umweltschutz, Medico international Schweiz (CSS Zurich), Mission-21, Mission Bethléem Immensee, Parti Socialiste genevois, PLANeS, Primavera, Restaure la Terre, SIT, Schweizerischer Friedensrat, SolidarMed, Swissaid, Terre des Hommes Suisse, Theologische Bewegung für Solidarität und Befreiung, Verein Zürcher Sozialprojekte